



VIGILANCE ET ACTION

"Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction"

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 38 JUIN-JUILLET 1990

ISSN 0989-3237

L'APPEL DU 18 JUIN 1940

par le Général Alain de BOISSIEU

Ancien Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre de 1971 à 1975
Ancien Grand Chancelier de la Légion d'Honneur de 1975 à 1981
Président du Comité d'Honneur du Mouvement Initiative et Liberté

Pourquoi le Général de Gaulle a-t-il fait l'Appel du 18 juin ? L'auteur l'a expliqué dans ses Mémoires de guerre dans le 1er volume, au chapitre LA PENTE, il écrit en effet, à la date du 16 mai : "Alors au spectacle de ce peuple éperdu et de cette déroute militaire, au récit de cette insolence méprisante de l'adversaire je me sens soulevé d'une fureur sans bornes... La guerre commence infiniment mal. Il faut donc qu'elle continue. Il y a pour cela de l'espace dans le monde. Si je vis je me battrai où il faudra, tant qu'il faudra jusqu'à ce que l'ennemi soit défait et lavée la tache nationale. Ce que j'ai pu faire par la suite, c'est ce jour-là que je l'ai résolu."

Lorsque le 17 juin le Général de Gaulle a senti que le gouvernement Pétain allait demander l'armistice, il est reparti pour Londres, où il était la veille pour négocier le transport des forces françaises, encore disponibles, vers l'Afrique du Nord. Il avait fait savoir à Winston Churchill qu'il n'accepterait pas de cesser le combat, conformément aux engagements de la France avec son alliée la Grande Bretagne.

Revenu à Londres le Général de Gaulle demanda à utiliser la radio pour lancer le célèbre Appel aux Français, "qui se trouvaient en Angleterre ou qui viendraient à s'y trouver, pour continuer la lutte auprès de son alliée, il fait remarquer que la France métropolitaine n'est pas seule dans le monde (il le répète trois fois)." Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique. "Elle peut comme l'Angleterre utiliser sans limite l'immense industrie des Etats-Unis."

"Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale."

"Foudroyés aujourd'hui par une force mécanique nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure."

"Quoi qu'il arrive la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas !"

Au Général Noguès, Commandant en Chef sur le théâtre d'opérations d'Afrique du Nord, qui tient en main la décision de la poursuite du combat en Afrique, il adresse un premier télégramme : "Suis à Londres en contact officieux et direct avec le Gouvernement britannique. Je me tiens à votre disposition soit pour combattre sous vos ordres, soit pour toute démarche qui pourrait vous paraître utile."

Le 18 juin le Général de Gaulle parle de nouveau à la radio de Londres pour inciter l'Afrique à rester dans la lutte : "Dans l'Afrique de Clauzel, de Bugeaud, de Lyautey, de Noguès, tout ce qui a de l'honneur a le strict devoir de refuser l'exécution des conditions ennemies. Il ne serait pas tolérable que la panique de Bordeaux ait pu traverser la mer. Soldats de France, soyez debout!"

"Tout Français qui porte encore les armes a le devoir absolu de continuer la résistance..."

Le 20 juin, alors que le Général Weygand lui a ordonné de rentrer en France, le Général de Gaulle, sachant que les conditions d'armistice sont très dures (certaines dépêches d'agence font croire à

L'APPEL DU 18 JUIN 1940 (SUITE)

des conditions sévères concernant la Marine française), essaye d'entraîner cet ancien chef d'état-major de Foch dans la poursuite du combat et la non-application de l'Armistice outre-mer : "Je crois devoir vous dire très simplement que je souhaite pour la France et pour vous, mon Général, que vous sachiez et puissiez échapper au désastre, gagner la France d'Outre-Mer et poursuivre la guerre." Le Général de Gaulle ajoute dans son message qu'il ne répondra à la convocation de Weygand que si l'armistice n'est pas signé.

Le 24 juin, tout est consommé; la signature devenue réalité, le Général de Gaulle télégraphie de nouveau au Général Noguès pour l'informer de la constitution en cours d'un Comité national français pour mener la résistance et lui demander d'en faire partie, et précise : "Tous, ici, vous considèrent comme devant être le grand chef de la Résistance française" (Voilà démentie par les archives cette prétendue intention du Général de Gaulle d'avoir fait l'Appel du 18 juin pour des motifs d'orgueil et de je ne sais quelle soif du pouvoir !).

Il télégraphie dans ce sens au Général Mittelhauser, à Monsieur Puaux respectivement Commandant en chef au Levant et Haut-Commissaire en Syrie et au Liban, de même au Général Catroux gouverneur général de l'Indochine et au général Legentilhomme à Djibouti, pour leur demander de faire partie du Comité national.

Ces appels sont restés sans réponse favorable sauf du côté de Catroux et de Legentilhomme, pourquoi ?

Tous ces personnages ont écrit leurs mémoires, tous mettent en avant l'influence du Maréchal Pétain et celle de Weygand sans oublier celle de l'Amiral Darlan sur leur décision. Tous admettent que le sort de l'Afrique du Nord et de la bataille de la Méditerranée dépendait de l'attitude de l'Espagne. Car les Allemands étaient dans l'incapacité d'attaquer l'Angleterre et l'Afrique du Nord sans la complicité de l'Espagne. Or Franco refusa en 1940 à Hitler et refusera de nouveau en 1942 le passage de la Wehrmacht à travers l'Espagne. Les archives allemandes l'avaient démontrées et lors de son voyage en Espagne, en 1970, le Général de Gaulle reçut cette confirmation de la bouche même du Général Franco.

Cette faute de jugement du Gouvernement de Vichy sur l'attitude de l'Espagne coûtera cher aux alliés et surtout à la France. Avec la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, puis dans toute l'Afrique, enfin dans l'Océan indien, il n'y aurait pas eu le drame de MERS EL KEBIR, il n'y aurait pas eu d'opération de

DAKAR, ni du GABON, il n'y aurait pas eu d'opération de SYRIE, pas d'opération de MADAGASCAR, il n'y aurait pas eu de débarquement allié, malheureusement mais sanglant, en Afrique du Nord, ni de sabordage de la Flotte à Toulon !

Toute l'Afrique aurait été maintenue dans la guerre et ce continent tout entier aurait bénéficié pendant trois ans de la mise en place et de la création d'une infrastructure alliée, qui lui aurait servi après la guerre et permis un décollage économique.

La guerre aurait duré une année de moins, le débarquement par le sud et par le nord pouvait se réaliser dès 1943 ; combien de vies humaines, en particulier de déportés, auraient pu être épargnées ?

L'Histoire a déjà jugé ceux qui de bonne foi ou non, n'ont pas suivi les appels du Général de Gaulle et se sont lourdement trompés en juin 1940. Il convenait de le souligner 50 ans après.

Qui étaient les Français Libres fin juin 1940 ?

Quelques officiers subalternes, sous-officiers et hommes du rang de la Brigade de Chasseurs Alpins de retour de Norvège ; d'autres notamment parmi les blessés évacués de Dunkerque.

Près d'un bataillon de la Brigade de Légion Etrangère de retour de Norvège. Quelques officiers de marine, officiers marinières et marins.

Essentiellement près d'un millier de jeunes gens de 17 à 20 ans, venus individuellement en Angleterre malgré l'ennemi par les moyens maritimes les plus divers, du caboteur au petit canot à voile ; originaires d'un peu toutes les provinces de France dont beaucoup de Bretagne ; des apprentis, des lycéens, des étudiants ; tous des "nationaux", c'est à dire des patriotes.

Leurs motivations étaient l'honneur de leur patrie aux côtés des Britanniques continuant le combat, la volonté d'action face à une jeunesse allemande venant de se couvrir de gloire.

Ils n'étaient que l'avant garde de quelques milliers de Français Libres qui, dès 1940/41, renforcés de dizaine de milliers d'autres de 1943 à 1945, ont servi pour l'honneur et la reconquête de leur pays, jamais pour une quelconque idéologie, à plus forte raison pour celles qui avait conduit ce pays au bord du gouffre.

1990 : UNE DECENNIE ENCORE PLUS PREOCCUPANTE QUE CELLE DES ANNEES 40

par Michel CARAGE

Compagnon de la Libération
Secrétaire Général du Mouvement Initiative et Liberté

1940 : La France, de par la faiblesse et l'irresponsabilité de ses gouvernants, est entrée en guerre trop tard, affaiblie moralement et matériellement, face à une Allemagne sûre de sa supériorité sur tous les plans, renforcée de l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie après l'occupation par ses troupes de la rive gauche du Rhin. "La drôle de guerre", de septembre 1939 à mai 1940, loin d'être mise à profit pour rattraper le temps perdu, ne fait qu'entretenir des illusions : "nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts" ! Le désastre de mai-juin 1940, malgré le sacrifice de plus de 100.000 jeunes français en 6 semaines, est l'aboutissement de 10 ans de laisser-aller et de démagogie. En finale, la chambre du "Front Populaire", loin d'assumer ses responsabilités, passe la main à un vieillard évidemment dans l'incapacité physique et intellectuelle de faire face. Sans l'opiniâtreté des britanniques, la France, amputée de quelques provinces, se trouverait aujourd'hui intégrée dans une Europe germanique. Sans Charles de Gaulle, "la France Libre" et la Résistance, elle ne serait plus qu'une nation de second ordre, renflouée par les alliés après avoir perdu son honneur.

1990 : Apparemment, tout va très bien (comme le château de la marquise). Depuis 40 ans le niveau de vie des français s'est considérablement augmenté. Que ce soit sur le plan de sa défense comme à celui de son économie, la France apparaît relativement bien pourvue. L'unité de l'Europe, avec ses promesses, serait pour demain et les sabres de "la guerre froide" remisés dans leur fourreau. Les seuls points noirs avoués sont les 2.500.000 chômeurs. Les problèmes grandissants du tiers-monde que l'on s'obstine contre toute logique à prétendre régler sans un minimum de réalisme. Pour ce qui est de la vie politique, il y a, pour le vulgum pecus, consensus de fait entre majorité et opposition, avec évidemment des différences d'expression en fonction des électors sollicités.

Et voilà en perspective, vu par l'homme de la rue sous l'influence des média et du monde politique, l'âge d'or des "Droits de l'Homme", de l'égalitarisme et de toutes les sécurités, de la construction socialo-mondialiste ; tout cela avec le

piment de l'antiracisme à sens unique, du devoir utopique d'intégration de l'immigration de masse.

Derrière ces apparences et ce décor se cache une situation et des perspectives réelles des plus préoccupantes. Economiquement, les peuples du monde asiatique deviennent progressivement des concurrents redoutables. En Europe, le poids économique de l'Allemagne va encore se renforcer.

Où la France se met enfin au diapason de sa voisine en libérant intelligemment son économie, ou, Europe unie ou non, elle ne sera plus qu'une sous-puissance économique. Si la menace militaire soviétique est peut être écartée, elle est sous d'autres formes largement remplacée par celle d'un monde islamique de nouveau agressif. Mais ces périls ne sont que relatifs à côté de 2 fléaux capables d'être mortels d'ici à la fin de cette décennie. Le premier est la décadence morale dans laquelle nous sommes tombés : abandon du spirituel et des valeurs fondamentales de notre civilisation judéo-chrétienne ; égoïsme forcené ; immoralité banalisée ; perversion de nos institutions, à commencer par celles de notre chrétienté, de l'Education et de la justice. Tout cela encouragé par les pouvoirs politiques et médiatiques, avec comme conséquence la dégradation de l'individu, la chute de la natalité et l'abandon des réflexes de défense collective. Le 2^e fléau, est la perte de notre identité nationale de par une politique d'immigration et de naturalisation non seulement laxiste mais voulue par la faction au pouvoir, à tel point que sans retournement énergique de cette politique, plus d'un bébé sur 3 nés en France sera d'origine étrangère avant la fin du siècle.

Sans aucun doute, les années 90 s'annoncent encore plus préoccupantes que les années 40. Mais, pas plus qu'en juin 1940, rien n'est perdu, à la rigoureuse condition que notre démocratie acquiert enfin la capacité et le courage de réagir vite et énergiquement. Cela est le devoir et la responsabilité d'une opposition enfin débarrassée de ses complexes !

**1940 : LE REVEIL DE LA PATRIE
1990 : LES PATRIOTES SONT TOUJOURS LA**

**PLAQUES COMMEMORATIVES
DE L'APPEL DU 18 JUIN 1940**

Nous apprenons l'existence d'un COMITE NATIONAL POUR L'APPOSITION, DANS CHAQUE VILLE ET VILLAGE DE FRANCE, DE PLAQUES COMMEMORATIVES DE L'APPEL DU 18 JUIN 1940.

Le cadre d'action des adhérents du M.I.L qui seraient volontaires, sera celui DU SIMPLE CITOYEN VOULANT DEFENDRE UNE CERTAINE IDEE DE LA FRANCE ET LA NOTION DE PATRIOTISME. Il faut que nous y participions activement, voire que nous en soyons souvent le fer de lance... EN EFFET, IL NOUS PARAIT IMPORTANT DE RAPPELER AUX NOUVELLES GENERATIONS LE GRAND SURSAUT NATIONAL QUE FUT L'APPEL DU 18 JUIN 1940. CE FUT LE REVEIL DE LA PATRIE. Vous pouvez prendre contact avec les associations départementales des maires ou les associations d'anciens combattants et d'anciens résistants de manière à les pousser, ou bien vous pouvez directement, auprès de municipalité, prendre l'initiative de cette action. (le système de pétition est utilisable contre les maires de gauche). Les plaques commémoratives, en métal émaillé de bonne apparence (30 cm X 40 cm, reproduction en couleur de l'affiche), représentent en réduction, l'affiche apposée sur les murs de Londres à la suite de l'Appel du 18 juin 1940. INUTILE DE SOULIGNER LE CARACTERE STRICTEMENT APOLITIQUE DE CETTE INITIATIVE. Le coût de chaque plaque est limité à 200 Frs T.T.C. plus frais de port. Les plaques sont disponibles à la Manufacture Française de Plaques Emailées 18, Boulevard des Filles du Calvaire 75011 - PARIS Téléphone 47005095.

**AFFICHES COMMEMORATIVES
DE L'APPEL DU 18 JUIN 1940**

A l'occasion du cinquantième de "l'Appel du 18 Juin 1940" du Général de GAULLE, nous avons édité, en relation avec les éditions Delville, une affiche en couleur (format 120 x 80) rappelant cet événement essentiel pour la France qui a marqué le réveil de la Patrie face à l'envahisseur. De manière à maintenir le souvenir de cette période, nous vous proposons de diffuser cette affiche au prix public de 30 Frs, plus 9 Frs de frais de port (25 Frs à partir de 50 exemplaires).

Il s'agit d'un outil pédagogique qui s'adresse en premier lieu à la jeunesse de France. Cette affiche a rencontré un très vif succès qui nous oblige à faire un retraitage. Nous demandons à tous nos adhérents qui seraient volontaires d'informer leur entourage de l'existence de ce poster. Nous souhaiterions que chacun d'entre eux prenne contact avec un grand nombre de maires de manière à leur présenter notre campagne et leur proposer de remettre à la jeunesse de leur village ou de leur ville, cette affiche comme une page d'histoire de France.

Les maires de sensibilité gaulliste doivent informer et former les jeunes d'autant plus qu'ils seront de futurs électeurs. Il est en effet important que les nouvelles générations se souviennent de ce que fut l'action du Général de GAULLE en cette période d'anniversaire.

**"La GAUCHE c'est ce qui est tordu,
la DROITE c'est le plus court chemin
d'un point à un autre !"
Général de GAULLE**

**VIGILANCE & ACTION est édité par
le Mouvement Initiative et Liberté
4 rue F. Mistral, 75015 Paris**

**Directeur de la publication : A. Decocq
Imprimerie Lemaire, 95000 Cergy-Pontoise
Dépôt légal à parution**



DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVOYER AU NUL 4 rue F. Mistral 75015 Paris, Tel : 45 54 15 57		VIGILANCE & ACTION
Je, soussigné(e), déclare vouloir adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (NIL) (OUI/NON) déclare vouloir s'abonner au bulletin "VIGILANCE & ACTION" (OUI/NON)		est édité par le
NOM : _____ ADRESSE : _____	PRENOM : _____	MOUVEMENT INITIATIVE & LIBERTE
DATE ET LIEU DE NAISSANCE : _____ PROFESSION : _____	TELEPHONE : _____ ETABLISSEMENT : _____	Directeur de la publication A. DECOCCQ
COTISATION MEMBRE : 100 Frs COTISATION DE SOUTIEN : 500 Frs COTISATION BIENFAITEUR : à partir de 1000 Frs ABONNEMENT AU BULLETIN : 150 Frs (les adhérents reçoivent automatiquement le bulletin V&A) (La carte d'adhérent du NIL est renouvelable chaque année. L'année 1990 débute du 1 ^{er} octobre 1989 au 31 décembre 1990)	DATE _____ SIGNATURE _____	Imprimerie Lemaire 95000 Cergy-Pontoise
		Dépôts légal à parution